

Service Risques, Énergie et Climat
Pointe de Jaham
BP 7212 – cedex
97274 SCHOELCHER

SCHOELCHER, le 19/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



ANTILLES GAZ

ZI Californie
97232 LE LAMENTIN

Références : RI ENV 23-0013
Code AIOT : 0022200001

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2022 dans l'établissement ANTILLES GAZ implanté ZI Californie 97210 LE LAMENTIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inscrite au programme pluriannuel de contrôles fait suite à la demande par voie de mise en demeure de fourniture de l'étude sismique exigée par les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANTILLES GAZ
- ZI Californie 97210 LE LAMENTIN
- Code AIOT : 0022200001
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Implantée depuis 1959 sur l'île de la Martinique, la société Antilles Gaz, unique centre emplisseur du département, a pour activité l'emplissage et la requalification périodique de bouteilles de Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL) à usage domestique, pour le compte de sociétés pétrolières. Aucun produit n'est fabriqué sur le site. Le produit est acheminé à 100% par pompe de transfert et

pipeline depuis la SARA.

Lors de l'inspection du 3 décembre 2020 des installations de la société Antilles Gaz implantée au Lamentin, il est apparu que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. En particulier, l'étude sisme prescrite à l'article 12 de l'arrêté mentionné précédemment devait être remise au plus tard le 31 décembre 2018 pour les zones de sismicité 5 dont fait partie la Martinique. Cette mise en conformité a été exigée par l'arrêté de mise en demeure du 29/04/2021

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque sismique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etude séisme	AP de Mise en Demeure du 29/04/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection acte la remise de l'étude sismique en octobre 2022 et accorde un délai supplémentaire pour fournir le calendrier des travaux ciblés à l'issue de l'étude. L'exploitant devra s'assurer de l'efficacité des moyens techniques et organisationnels déployés pour compenser l'absence de protection au risque sismique de son établissement dans l'attente de l'achèvement des mises en conformité attendues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etude séisme

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection au risque sismique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La société Antilles Gaz sise ZI Californie sur la commune du Lamentin est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé en produisant une étude séisme comprenant l'ensemble des éléments mentionnés audit article dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Constats : L'exploitant a remis son étude séisme en octobre 2022 ("étude séisme du site Antilles-Gaz le Lamentin" 04/10/2022 et "vérification de la charpente métallique du hall emplisseur vis-à-vis du séisme" 13/05/2022 – Technip). Afin de prévenir le risque sismique qui peut être à l'origine d'un accident majeur en augmentant le risque d'occurrence d'un événement initiateur figurant dans l'étude de dangers, certains travaux de consolidation sont exigés dans les conclusions de ces études : le blocage horizontal des tuyauteries et la consolidation des poteaux du hall d'emplissage. L'article 12 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation fixe le contenu de l'étude séisme dont notamment l'échéancier des travaux de mise en sécurité. L'exploitant n'a pas fourni cet échéancier des travaux, mais est en cours de sélection du prestataire qui sera en charge de leur exécution. Pour compenser le risque sismique sur ses installations vulnérables, l'exploitant dispose d'une détection séisme et de déplacement différentiel latéral de type accéléromètre autrefois utilisé comme mesure de maîtrise des risques asservie à l'isolation du réservoir sous talus avant son démantèlement en 2018 (cf rapport n° RI ENV 18-719 du 22/01/2019). Nous proposons que l'échéancier des travaux soit fourni sous un mois sous peine d'amende administrative en cas de retard.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet